

## **Contribution "hors chantier" :**

### **Election présidentielle 2017 : la 3<sup>ème</sup> option était la bonne**

On ne refait pas le passé. Mieux qu'un bilan qui correspondrait à une séquence bornée dans le temps à la manière d'un plan comptable, ce sont les leçons qu'il nous faut tirer des choix effectués sur la période 2016 -2017, aux moments où plusieurs options s'offraient à notre Parti. Pour cela, il faut bien comprendre les éléments du contexte qui nous est imposé, et dont nous aurions tort de considérer que nos adversaires ("de classe") maîtrisent tous les bouts. En premier lieu :

- L'inversion du calendrier : Déjà, l'élection du chef de l'Etat au suffrage universel a été inscrite dès le début dans la Constitution de la 5<sup>ème</sup> République. Cette "originalité française" puise son origine dans la conjonction de 2 réalités :
  - D'une part, l'existence d'un leader charismatique, le Général de Gaulle : Dans le contexte de la Libération de 1945, puis de l'enlisement d'une 4<sup>ème</sup> république incapable de constituer une majorité parlementaire de progrès, (malgré l'action résolue du PCF) permettant de s'extirper d'une logique de domination coloniale devenue de toute évidence totalement insupportable pour les peuples asservis, il est apparu comme l'homme du rassemblement.
  - Mais, d'autre part, le risque, jugé trop important pour les classes dominantes, d'un régime "purement" parlementaire en France : En effet, l'expérience a montré que, dans notre pays, un mouvement populaire sur la base d'une dynamique sociale puis électorale, est toujours possible. Le Peuple de France, dans son histoire, a effectué plusieurs tentatives proches d'aboutir, ce qui a conduit les forces politiques rétrogrades en France à inventer un dispositif où une tête d'exécutif légitimée par un suffrage universel, puisse s'opposer à un Parlement tout aussi légitime.
- Par contre, si aucun leader charismatique ne se dégage au sein des classes dominantes, le suffrage universel pour le chef d'Etat peut devenir contre-productif et même extrêmement dangereux pour la pérennisation de leur domination. L'inversion du calendrier permet, alors, en mettant systématiquement l'élection du chef de l'Etat avant celui du Parlement, de mettre le 2<sup>ème</sup> sous une tutelle "mieux acceptée" du 1<sup>er</sup>. Cela conduit "naturellement" à rendre systématique la transformation du chef de l'exécutif en chef de parti. La logique calendaire ainsi qu'une campagne médiatique bien pensée devraient alors, selon les partisans de cette vision, permettre de remporter la bataille idéologique, et faire accepter ce paysage politique.
- Pour cela, la mise à l'écart hors du champ médiatique de toute organisation politique qui "ne marche pas dans la combine" est une condition jugée indispensable par les tenants de l'idéologie dominante. D'une certaine manière, le Macronisme a été jugée comme étant le mieux placé pour ancrer cette vision dans la société française face à la Droite classique, bien qu'ayant strictement le même programme.
- En refusant de présenter tout candidat à l'élection présidentielle, le PCF prenait le risque, selon l'idéologie institutionnelle devenue officielle, de disparaître de tout espace médiatique, ou, dans les discours dominants, de paraître comme en voie de disparition. D'où la situation actuelle, très inconfortable, malgré certains points d'appuis récemment constitués et qui laisse encore ouverte la porte à une remise en cause de cette logique infernale (groupe GDR, groupe CRCE au Parlement, ...),

- La nécessité d'une candidature commune à gauche calée sur une politique authentiquement de gauche, et l'absence de réelle alternative a alors offert une voie royale au leader de la France Insoumise en prenant de vitesse la totalité des organisations de gauche (ou supposées telles). Néanmoins, cette candidature n'a pas été en mesure de créer une dynamique à gauche susceptible d'être présente au second tour. En effet, l'analyse fine des sondages tout au long de la campagne permet d'affirmer que la montée au score de 19,58% de JLM, même s'il peut être considéré comme plus qu'honorable, est le fruit d'un report de voies traduisant un comportement de vote utile (ou de syphonage") issu du candidat victorieux de la primaire socialiste.

Concernant la question d'une candidature où pourrait se porter les voies de l' "électorat PCF", le 37<sup>ème</sup> Congrès du PCF avait bien stipulé dans sa résolution finale qu'il suivrait un processus que l'on peut représenter en les 8 points suivants :

*"Le Parti communiste français appelle au rassemblement dans un pacte d'engagements communs de toutes les forces populaires, sociales et politiques, qui veulent remettre la France sur la voie du progrès social et de la démocratie, et reconstruire pour cela une gauche porteuse d'espoir.*

*Ce pacte d'engagements communs, travaillé en lien avec les mobilisations sociales dans leur diversité, unira les citoyens qui s'engageront dans sa construction, dans la bataille, pour qu'il soit respecté, et sur lequel pourra se construire une candidature commune à l'élection présidentielle avec toutes les forces qui auront permis son émergence.*

**Point 1 : Nous proposons que ce pacte d'engagements communs soit rédigé d'ici le mois d'octobre.** Nous prendrons toutes les initiatives nécessaires à tous les échelons territoriaux, jusqu'au niveau national, pour aboutir à la rédaction de ce pacte national d'engagements communs avec toutes les forces engagées dans sa construction.

**Point 2 : Il sera alors soumis à une votation citoyenne nationale, devenant le mandat populaire pour 2017,** propriété de tous les participants à cette votation citoyenne nationale.

*Pour le construire, nous appelons à un vaste débat populaire, comme nous le proposons avec la grande consultation citoyenne. Nous encourageons toutes les initiatives visant à favoriser l'implication citoyenne, c'est pourquoi nous soutenons notamment la démarche de « l'Appel des 100 ».*

**Point 3 : Nous nous adresserons dès demain à toutes les forces sociales et politiques, tous les candidats déjà déclarés susceptibles de converger pour un tel mandat,** à mettre les idées sur la table, à les confronter dans les débats publics ou sur des plateformes collaboratives, à faire converger leur processus de consultation et d'élaboration citoyenne de chacun.

**Point 4 : Les forces engagées dans la rédaction de ce pacte et dans l'organisation de la votation citoyenne auraient alors la responsabilité de désigner un candidat commun à l'élection présidentielle pour porter ces engagements.**

**Point 5: Si plusieurs candidats issus de ces forces sont disponibles, une primaire citoyenne ou toute autre forme de processus citoyen de désignation pourrait les départager.**

**Point 6: Les communistes travaillent pleinement à un tel processus et à y engager un-e candidat-e pour y mettre en débat nos idées et y porter notre conception du rassemblement.**

**Point 7: Pour ce qui concerne les adhérents du PCF, une conférence nationale est convoquée le 5 novembre, avec, à son ordre du jour, l'évaluation du processus engagé et l'évolution de la situation politique et sociale du pays, la décision concernant de soutenir ou de présenter une candidature dans le cadre d'un processus collectif.**

**Point 8: Si tel n'est pas le cas, les communistes auront à choisir quel-le candidat-e ils soutiendront ou ils présenteront.** Cette conférence nationale sera aussi un temps fort de notre mobilisation pour les élections législatives.

*Les objectifs du processus auquel nous voulons travailler sont clairs et ils seront aussi un point d'appui pour les législatives."*

A partir du moment où il devenait évident que les conditions n'étaient pas réunies pour traduire dans la réalité les POINTS 1 à 6, c'était bien à la Conférence Nationale du 5 NOVEMBRE que revenait la tâche de trouver une issue.

En proposant une consultation des adhérents du PCF entre les 2 options limitatives que sont :

Soit le soutien à un candidat insuffisant sur le plan programmatique, et qui n'a pas notre conception du rassemblement,

Soit un candidat présenté par le PCF,

la Conférence Nationale prenait la lourde responsabilité de ne pas répondre au traumatisme des 2%, score obtenu par M.G .BUFFET en 2007, et poussait les très nombreux communistes qui ne voulaient pas reproduire une 2<sup>ème</sup> fois une telle expérience, à voter pour la candidature de JLM.

### **Quel était la solution permettant de sortir du piège ?**

La solution résidait bien dans une candidature présentée par le PCF, s'engageant dans une campagne portée dans les Media, alliant campagne de terrain et interventions nationales, en passant par les media locaux, menant une campagne en propre autour du contenu programmatique avancé par le PCF ("l'Humain d'abord"), pointant les positions communes à certaines organisations de gauche quand elles existent, les différences, sans occulter les divergences ni les reculs opérés par certains entre 2012 et 2017, et développant notre conception du rassemblement, respectueuse de l'identité de chacun, avec des efforts démultipliés de conviction visant à faire bouger les lignes.

Une campagne qui aurait affirmé, dès le départ, qu'elle n'avait pas vocation à atomiser la gauche, mais au contraire, à porter l'exigence d'une candidature commune et unique de gauche sur un programme authentiquement progressiste. Une candidature qui aurait clairement pour objectif que puisse se dégager cette candidature commune avant la limite de dépôt des candidatures. Une candidature qui aurait affiché clairement que, à la veille de l'échéance, elle s'appuierait sur l'analyse de la situation ainsi créée, quelle que soit le paysage qui en résultait, à savoir :

- Soit la montée en puissance d'une telle candidature dans les sondages,
- Soit un rapport de force insuffisant pour maintenir la candidature présentée par le PCF.

Une telle candidature supposait que soit pris un rendez-vous politique ultime du PCF au niveau de sa Direction pour prendre la décision finale qu'il conviendrait de retenir juste avant l'instant limite au-delà duquel le dépôt d'une candidature n'était possible : maintien ou désistement.

On dira qu'il est facile aujourd'hui, avec le recul, de faire une telle proposition. Deux faits incontestables montrent qu'une telle proposition ne constitue pas une solution de facilité qui aurait été évoqué a posteriori, une fois connus les résultats de la présidentielle :

- D'une part, lors de la Conférence Nationale, un amendement a été proposé à 12h15 à la Commission de finalisation de la résolution visant à maintenir dans le choix à soumettre aux adhérents la 3<sup>ème</sup> option (candidature présentée par le PCF pouvant ne pas aller jusqu'au bout),
- D'autre part, la Section dont est membre l'auteur de la présente contribution, a exprimé, dans le cadre du vote des adhérents, que l'option "appeler à voter pour un candidat présenté par le PCF" s'entendait comme un candidat "pouvant ne pas aller jusqu'au bout", qu'il y ait ou non une candidature progressiste commune et unique qui se soit dégagé à la veille du dépôt officiel des candidatures.

On peut alors dire que le PCF a commis 7 fautes politiques durant cette séquence 2016 - 2017 :

- 1) Pas de nom de candidat avancé dès le 37<sup>ème</sup> Congrès permettant de peser dans le débat au sein de la Gauche pour une candidature commune et unique sur une base authentiquement progressiste et de gauche,
- 2) Au Congrès et à la Conférence Nationale, pas d'hypothèse retenue d'une candidature présentée par le PCF "pouvant ne pas aller jusqu'au bout", même en l'absence d'un accord sur une candidature commune et unique authentiquement de gauche
- 3) Minimisation des divergences programmatiques entre FI et PCF et du recul du programme de FI 2017 par rapport à 2012 (financement de la Sécurité Sociale, Europe, nationalisation de banques, sécurité d'emploi et de formation avec droits nouveaux, ...),
- 4) Evocation d'un changement de nom du PCF en pleine campagne électorale,
- 5) Principe d'une campagne autonome retenu, mais contenu et argumentation pas assez percutantes ni toniques pour permettre d'identifier l'apport du PCF et valoriser sa présence dans la campagne
- 6) Action sur le rôle des media de trop faible niveau sans impact réel (changement des règles du CSA pour l'équité dans l'accès aux media, pas d'actes forts de dénonciation lors du passage de représentants du PCF, pas de différenciation entre présentateurs et directions de chaînes, ... ),
- 7) Pas de réelle impulsion pour un ancrage dans les Entreprises et Lieux de Travail, soutien trop faible pour la mise en oeuvre des décisions prises sur ce créneau, pourtant décisif, dans le cadre du 37ème congrès.

## **IL N'EST JAMAIS TROP TARD !**

Les leçons de Etienne FAJON compilées dans le livre évocateur "L'Union est un combat" paru en 1975, certes, dans un contexte très différent, n'en sont pas moins instructives. Le caractère extraordinaire du 38<sup>ème</sup> Congrès doit et peut être l'occasion d'une réorientation qui ne soit ni un prélude à une dilution ni à un isolement tout autant suicidaire. Rassemblement, contenu transformateur, participations actives et non suivistes aux luttes sociales, démocratiques et environnementales et enfin choix cohérents aux échéances qui nous sont imposées constituent les 4 points d'appuis sur lesquelles il s'agit de construire l'avenir en faisant vivre et fructifier les fondations du PCF élaborées continument tout au long de son

Histoire, et les acquis non négligeables constituées dans la toute dernière période et qui témoigne que le doux rêve d'un enterrement de 1<sup>ère</sup> classe du PCF auquel aspirent certains n'est pas encore arrivé.